

Dmitri Medvedev : « Les sanctions occidentales unissent les Russes, elles ne les divisent pas »



[Source : arretsurinfo.ch]

Selon Dmitri Medvedev, les sanctions de l'Occident contre Moscou détruisent son propre ordre économique tout en rapprochant les Russes.

L'ordre mondial de l'après-guerre froide est terminé, selon l'ancien président russe

Source: RT.com – 26 Mar, 2022

Bien que les relations entre la Russie et l'Occident soient au plus bas depuis la guerre froide, le monde unipolaire dominé par les États-Unis et leurs alliés est désormais révolu, a déclaré l'ancien président russe et actuel chef du Conseil national de sécurité, Dmitri Medvedev, dans une interview accordée jeudi à RT et RIA Novosti. Il a ajouté que les Russes s'unissent face aux sanctions et aux menaces occidentales et qu'ils se souviendront toujours de la campagne actuelle de haine contre tout ce qui est russe.

La Russie est européenne mais elle transcende aussi l'Europe

Q : Il y a douze ans, vous avez accordé une interview au Wall Street Journal, un journal très réputé, et vous avez déclaré que vous considérez la Russie comme un pays européen. Est-ce que vous le pensez toujours ?

R : Eh bien, géographiquement, nous sommes le même pays. Sans aucun doute, la Russie a été et restera un pays européen – tout comme elle est un pays asiatique.

Du point de vue de sa géographie et de son histoire, la Russie est un pays

européen. Nous sommes également européens du point de vue de notre identité culturelle, car une bonne partie de notre population représente la civilisation européenne, qui est étroitement liée à la civilisation chrétienne. Mais nous avons aussi beaucoup de personnes qui appartiennent à la foi musulmane, ainsi qu'aux autres grandes religions de Russie : le bouddhisme et le judaïsme.

Q : De toute évidence, nous ne parlons pas ici de géographie. Aujourd'hui, de nombreux Russes, y compris les hauts fonctionnaires du pays – si vous écoutez ce qu'ils disent – ont le sentiment que nous nous opposons à l'Europe, comme son contraire.

R : Non, c'est eux qui se dressent contre nous, en essayant de se distinguer de nous. Ils n'ont pas le monopole de l' »européanité ». La civilisation européenne s'est développée de façon régulière sur tout le continent. Certes, nous ne sommes pas, en ce sens, les successeurs de l'Empire romain, contrairement à un certain nombre d'autres pays européens qui appartiennent au groupe linguistique germanique. Nous avons notre propre histoire, mais notre histoire est tout aussi européenne que la leur. Alors, quand on nous dit que nous ne sommes plus considérés comme européens, cela semble franchement ridicule. C'est tout ce que j'ai à dire sur notre identité. Ce n'est pas une raison pour porter des jugements – vous m'avez posé une question, et je vous ai dit que nous sommes encore plus « européens » qu'eux. C'est tout.

Faire preuve de bonnes manières face à la russophobie

Q : L'ampleur du sentiment anti-russe dans cette situation est stupéfiante. C'est comme si toute l'Europe, même les pays que nous pensions être nos amis et nos partenaires, étaient unis dans leur haine profonde pour notre pays, et cela se manifeste à tous les niveaux.

Et maintenant, les Européens, qui ont toujours prétendu être si tolérants et attachés aux principes de la démocratie, disent des choses si terribles sur la Russie et les Russes, sur nos dirigeants. Sans parler de Biden – je ne pense pas que nous ayons jamais entendu une telle rhétorique de la part d'un haut fonctionnaire de son calibre. D'un autre côté, si l'on prend la Pologne, peut-être que Biden n'est pas si mauvais après tout.

Et si je peux me permettre de poser une question sur la Pologne, si nous pouvons nous éloigner un instant de la discussion sur le sujet principal – quelle est votre évaluation de la position de Varsovie dans cette situation ? Parce qu'on a l'impression que la Pologne aspire non seulement à jouer un rôle clé ici, mais aussi à avoir Lvov et les parties occidentales de l'Ukraine comme une sorte de protectorat. Je comprends que c'est deux questions en une, alors je peux vous demander les deux ?

R : La rhétorique est certainement très vive. Elle est sans aucun doute définie par les événements actuels, et toutes les forces politiques en Europe tentent d'utiliser cette situation à leur avantage et d'atteindre leurs

propres objectifs en termes de politique intérieure. Chaque pays a quelque chose à gérer, que ce soit des élections, une crise ou la nécessité de créer une coalition. Ils ont donc besoin d'une cible ou d'un ennemi.

Dans ce cas, la Russie est l'ennemi désigné, je ne suis donc pas surpris par la rhétorique. Mais vous avez raison de dire que, parfois, cela défie l'entendement, ou, comme on dit, dépasse le bien et le mal.

Au quotidien, nous voyons également cette rhétorique russophobe se manifester, même si je dirais qu'elle diffère au cas par cas. Cela a également à voir avec les nouvelles méthodes de communication, comme les plateformes de médias sociaux, car les schémas qui étaient moins courants auparavant peuvent désormais prendre racine instantanément.

La rhétorique russophobe n'a rien de nouveau, cependant. J'ai récemment cité le poète russe Fyodor Tyutchev, qui a expliqué comment l'Occident s'est ligué contre la Russie il y a 150 ans et a fait tout ce qui était en son pouvoir pour faire de nous des parias. Tyutchev a noté que cette chasse aux sorcières a duré 30 ans.

Je ne peux pas m'empêcher de voir certaines similitudes entre cette époque et la Russie moderne. La Russie sous sa forme actuelle a un peu plus de 30 ans, et pendant ces 30 ans, on nous a tout reproché, surtout au cours des 20 dernières années environ. Ils disent que nous avons tout pris de l'URSS, y compris son idéologie, même si ce n'est pas vrai, et ils nous critiquent pour ceci et cela. Ainsi, la rhétorique russophobe que nous voyons aujourd'hui à l'Ouest n'est pas nouvelle.

De temps en temps, nous entendons des remarques absolument étonnantes, mais nous sommes polis et nous ne devenons jamais personnels. Personne ne fait remarquer qu'il y a des personnes qui présentent des signes évidents de démence ou de sénilité vieillissante. Personne ne parle des grands-pères qui perdent l'équilibre en montant les escaliers pour monter dans un avion ou qui oublient la direction de leur bureau et vont directement dans les buissons. Personne ne le signale, parce que nous sommes polis et que nous nous abstenons de mentionner ces choses. Mais tout cela relève de l'éthique et des bonnes manières.

En ce qui concerne la Pologne, j'ai dû m'exprimer sur le sujet récemment en raison du rôle que la Pologne tente d'assumer aujourd'hui.

La Pologne est plus qu'un sujet loyal des États-Unis d'Amérique qui cherche à prouver sa loyauté à chaque étape, à montrer qu'elle est le roc et le principal allié des États-Unis en Europe. En substance – de cette manière ou d'une autre – la Pologne tente de regagner des centaines d'années plutôt que des décennies de ses tentatives ratées pour restaurer l'ancienne gloire de Rzeczpospolita. Et si elle n'y parvient pas, elle doit au moins rappeler au monde que la Pologne était autrefois une puissance très sérieuse en Europe et dans le monde, presque un empire en devenir. Aujourd'hui, l'élite du pays est représentée par le parti Droit et Justice avec M. Kaczyński à sa tête, et ils

ont suivi une voie pro-américaine et agressivement anti-russe au cours des dix dernières années.

Je me souviens d'une époque différente – lorsque la Pologne et la Russie ont activement essayé de restaurer leurs relations, notamment à la suite de la mort tragique du président polonais, et cela semblait tout à fait faisable parce qu'il n'y avait pas d'obstacles infranchissables entre nous. Mais une fois que le parti d'opposition que je viens de mentionner est arrivé au pouvoir, le vecteur du pays a changé de façon spectaculaire, il est devenu sauvagement russophobe. Je ne peux pas appeler cela autrement que de l'imbécillité politique, car il n'y a rien de plus.

Ils essaient de consolider les électeurs qui sont très anti-russes, et ce n'est pas un secret que la Pologne compte un certain nombre de ces personnes, car il y a des raisons historiques à cela, alors ils essaient de profiter de cela et de mettre le doigt dans les affaires de l'Ukraine. D'autant plus que la Pologne accueille maintenant un nombre assez important de réfugiés d'Ukraine, et la Pologne essaie d'utiliser cela à son propre avantage.

Ils adoptent certaines mesures qui ne visent pas seulement à soutenir les réfugiés (car on ne peut naturellement que vouloir les aider) mais aussi à trouver un autre moyen de punir la Russie. Ils proposent de nouvelles mesures, et vont jusqu'à modifier la Constitution afin de pouvoir confisquer les biens de la Russie. Hier, ils ont expulsé un grand nombre de diplomates russes.

Je ne comprends pas vraiment ce qu'ils essaient d'accomplir avec tout cela, car si la Russie expulse un nombre équivalent de diplomates, la Pologne devra fermer toute son ambassade. Est-ce une bonne chose ? En fin de compte, c'est à chaque État souverain de décider de maintenir ou non des relations diplomatiques. Mais ce type de politique est tout à fait destructeur.

J'aimerais récapituler que les autorités polonaises essaient simplement de prouver leur plus grande loyauté envers les États-Unis et d'obtenir plus de points pour cela par le biais d'un soutien financier et économique, ainsi que pour obtenir plus de soutien politique au niveau national.

Tout cela est bien triste et ne se terminera pas bien. Tout naturellement, ils peuvent s'attendre à une réaction symétrique à leurs actions ou à des contre-mesures dictées par le droit international. Nous finirons simplement par nous retrouver dans une situation où nous cesserons complètement de nous parler. Est-ce une bonne chose pour la Pologne ? Je ne sais pas, c'est la décision de la Pologne en fin de compte.

Quand le conflit en Ukraine prendra-t-il fin ?

Q : Bien sûr, nous ne sommes pas à l'état-major, et je ne suis pas un représentant du ministère de la Défense, mais je vais vous dire honnêtement, mes amis et connaissances demandent constamment combien de temps l'offensive va durer. Mais comme je l'ai dit, nous ne sommes pas sur le quai

Frunzenskaya, mais le Conseil de sécurité de la Fédération de Russie est ici. Puis-je vous demander ce que vous pensez personnellement du déroulement de l'opération et dans quelle mesure elle répond réellement aux objectifs annoncés.

R : L'opération a eu lieu principalement parce que les objectifs que l'État russe s'était fixés n'ont pas été atteints par la diplomatie. Le président l'a dit dès le début.

Le déroulement de l'opération, les plans de sa mise en œuvre sont déterminés par le commandant en chef suprême. Selon la Constitution, c'est le Président. Le Président a donné ses évaluations. L'opération se déroule conformément au plan. Ce plan a été préparé et approuvé par le commandant suprême. Donc, je ne donnerai pas d'évaluations supplémentaires maintenant, il me semble que c'est une évaluation tout à fait exhaustive qui a été donnée par le Président.

Mais il est évident que l'opération se poursuivra jusqu'à ce que les objectifs fixés par le président du pays soient atteints. Ces objectifs concernent l'avenir de l'Ukraine, le statut de l'Ukraine en tant qu'État neutre, un État qui ne mène pas une politique anti-russe, un État qui n'est pas militarisé, et un État qui devrait être notre voisin normal.

Par conséquent, tant que les résultats de la démilitarisation et de la dénazification de l'Ukraine ne seront pas atteints, l'opération doit se poursuivre – comme elle a été conçue par le Président du pays, comme elle a été décidée...

De temps en temps, nous entendons des remarques absolument étonnantes, mais nous sommes polis et nous ne devenons jamais personnels. Personne ne fait remarquer qu'il y a des personnes qui présentent des signes évidents de démence ou de sénilité vieillissante. Personne ne parle des grands-pères qui perdent l'équilibre en montant les escaliers pour monter dans un avion ou qui oublient la direction de leur bureau et vont directement dans les buissons. Personne ne le signale, parce que nous sommes polis et que nous nous abstenons de mentionner ces choses. Mais tout cela relève de l'éthique et des bonnes manières.

En ce qui concerne la Pologne, j'ai dû m'exprimer sur le sujet récemment en raison du rôle que la Pologne tente d'assumer aujourd'hui.

La Pologne est plus qu'un sujet loyal des États-Unis d'Amérique qui cherche à prouver sa loyauté à chaque étape, à montrer qu'elle est le roc et le principal allié des États-Unis en Europe. En substance – de cette manière ou d'une autre – la Pologne tente de regagner des centaines d'années plutôt que des décennies de ses tentatives ratées pour restaurer l'ancienne gloire de Rzeczpospolita. Et si elle n'y parvient pas, elle doit au moins rappeler au monde que la Pologne était autrefois une puissance très sérieuse en Europe et dans le monde, presque un empire en devenir. Aujourd'hui, l'élite du pays est représentée par le parti Droit et Justice avec M. Kaczyński à sa tête, et ils

ont suivi une voie pro-américaine et agressivement anti-russe au cours des dix dernières années.

Je me souviens d'une époque différente – lorsque la Pologne et la Russie ont activement essayé de restaurer leurs relations, notamment à la suite de la mort tragique du président polonais, et cela semblait tout à fait faisable parce qu'il n'y avait pas d'obstacles infranchissables entre nous. Mais une fois que le parti d'opposition que je viens de mentionner est arrivé au pouvoir, le vecteur du pays a changé de façon spectaculaire, il est devenu sauvagement russophobe. Je ne peux pas appeler cela autrement que de l'imbécillité politique, car il n'y a rien de plus.

Ils essaient de consolider les électeurs qui sont très anti-russes, et ce n'est pas un secret que la Pologne compte un certain nombre de ces personnes, car il y a des raisons historiques à cela, alors ils essaient de profiter de cela et de mettre le doigt dans les affaires de l'Ukraine. D'autant plus que la Pologne accueille maintenant un nombre assez important de réfugiés d'Ukraine, et la Pologne essaie d'utiliser cela à son propre avantage.

Ils adoptent certaines mesures qui ne visent pas seulement à soutenir les réfugiés (car on ne peut naturellement que vouloir les aider) mais aussi à trouver un autre moyen de punir la Russie. Ils proposent de nouvelles mesures, et vont jusqu'à modifier la Constitution afin de pouvoir confisquer les biens de la Russie. Hier, ils ont expulsé un grand nombre de diplomates russes.

Je ne comprends pas vraiment ce qu'ils essaient d'accomplir avec tout cela, car si la Russie expulse un nombre équivalent de diplomates, la Pologne devra fermer toute son ambassade. Est-ce une bonne chose ? En fin de compte, c'est à chaque État souverain de décider de maintenir ou non des relations diplomatiques. Mais ce type de politique est tout à fait destructeur.

J'aimerais récapituler que les autorités polonaises essaient simplement de prouver leur plus grande loyauté envers les États-Unis et d'obtenir plus de points pour cela par le biais d'un soutien financier et économique, ainsi que pour obtenir plus de soutien politique au niveau national.

Tout cela est bien triste et ne se terminera pas bien. Tout naturellement, ils peuvent s'attendre à une réaction symétrique à leurs actions ou à des contre-mesures dictées par le droit international. Nous finirons simplement par nous retrouver dans une situation où nous cesserons complètement de nous parler. Est-ce une bonne chose pour la Pologne ? Je ne sais pas, c'est la décision de la Pologne en fin de compte.

Les États-Unis se croient au-dessus des lois

Q : Les États-Unis ont pris des mesures similaires à de multiples reprises dans le passé et dans des régions qui ne font absolument pas partie de leurs intérêts immédiats. Ces pays ne sont pas leurs voisins ou une menace pour les États-Unis. Prenez la Yougoslavie, l'Irak, l'Afghanistan. Mais l'action

militaire des États-Unis n'a jamais entraîné une réponse aussi massive et consolidée de l'Occident.

Personne n'a réagi à une fête de mariage bombardée en Afghanistan en fermant les magasins de vêtements européens aux États-Unis. Il n'y a pas eu d'autres répercussions non plus. Pourquoi ? Pourquoi assistons-nous à une réponse aussi puissante aux actions de la Russie qui, selon vous, sont pleinement justifiées en termes de sécurité ?

R : Cela ne va pas sembler être une révélation, mais il est clair que les États-Unis pensent qu'ils sont une nation en dehors du droit international, au-dessus de tout le monde.

Après l'effondrement de l'URSS et la fin de l'ordre mondial bipolaire fondé sur l'impasse entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie, les États-Unis se sont considérés comme les gagnants et les seuls bénéficiaires de la disparition de l'Union soviétique.

Alors qu'en réalité, l'Union soviétique a éclaté non pas à cause des activités de l'OTAN, mais pour des raisons internes. Et c'est pourquoi ils se comportent de la sorte : ils pensent qu'ils ne peuvent pas être traduits en justice, mais ils ont le droit de juger tout le monde, ils sont les décideurs ultimes, ils ont le droit de faire ce qu'ils veulent.

Ce comportement s'explique par un certain nombre de facteurs. Tout d'abord, sur le plan économique, les États-Unis sont un pays très fort. Deuxièmement, ils émettent la principale monnaie de réserve avec vengeance, en continuant à accumuler leur dette intérieure. En fait, c'est le monde entier qui est le créancier des États-Unis. Le monde entier pourrait être en difficulté, plonger dans des crises, pendant que les Américains impriment des dollars.

C'est pourquoi ils se sentent maintenant complètement impunis à cet égard également. C'est précisément pour cette raison que les actions des États-Unis en Afghanistan, en Irak et au Vietnam il y a quelques décennies n'ont jamais fait l'objet d'un examen juridique par la communauté internationale.

Cependant, à l'époque de la guerre du Viêt Nam, l'Union soviétique était encore en vie, poussant à des débats assez lourds sur les plateformes multilatérales. L'Union soviétique, comme vous le savez, aidait le Vietnam à l'époque. Les États-Unis ont poursuivi leur politique pendant longtemps.

Nous nous souvenons tous de la façon dont cela s'est terminé. Rappelez-vous, le Vietnam est à des milliers de kilomètres des États-Unis. C'est un fait dont peu de gens se souviennent, même dans ce pays, parce que c'était il y a longtemps, mais mes amis vietnamiens m'ont dit que l'intervention américaine au Vietnam pendant la majeure partie des années 1960 a tué plus d'un million de Vietnamiens.

Pensez-y. Plus d'un million ! Jetez un coup d'œil à la carte et voyez par vous-même où se trouvent les États-Unis et où se trouve le Vietnam. Pourtant,

les États-Unis sont entrés dans le pays et plus d'un million de personnes sont mortes en conséquence.

Même à l'époque, cela n'a jamais été largement condamné, alors que le Pacte de Varsovie et l'Union soviétique étaient en place.

Et après que l'Union soviétique ait disparu de la carte du monde, en même temps que le Pacte de Varsovie, les États-Unis ont perdu tout contrôle.

Ils pensent qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent. La Yougoslavie en est un exemple. Nous avons vu un mépris total du droit international, l'utilisation des forces armées et des armes par un certain nombre de pays, y compris des munitions à l'uranium appauvri.

Y a-t-il eu un tollé ? Non. Ils ont compris qu'ils pouvaient aller de l'avant, ont concocté une justification et s'en sont sortis. Aujourd'hui, certains dirigeants européens admettent que « oui, ils ont peut-être réagi de manière un peu excessive ». Mais cela ne va pas plus loin.

Une fois de plus, les États-Unis se comportent de la sorte dans le monde entier parce qu'ils pensent qu'il n'y a plus de concurrence. Mais ils ont tort. La vie ne s'arrête pas, ce qui entraîne de nouveaux développements dans les relations internationales et l'émergence de nouveaux pays en tant que puissances fortes.

Cela signifie que de nouveaux centres de gravité dans les relations internationales sont en train de se former. Prenez la République populaire de Chine, l'Inde et la Fédération de Russie.

Le monde unipolaire est terminé. Les États-Unis ne sont plus les maîtres de la planète Terre.

Les Russes qui sont partis peuvent revenir, mais pas les traîtres.

Q : Vous devez savoir que certains Russes ont fait leurs bagages et ont quitté le pays immédiatement après le début de l'opération spéciale dans le Donbass. Pensez-vous qu'ils reviendront, ou s'agit-il d'un aller simple ?

R : Comment pourrais-je le savoir ?

Q : Que pouvez-vous dire à ces personnes qui ont décidé de quitter la Russie ?

R : Chaque homme est l'architecte de sa propre fortune. C'est leur droit de prendre de telles décisions. Certaines personnes sont parties pour l'instant, d'après ce que j'ai compris. D'autres sont partis pour de bon, craignant que la situation actuelle n'affecte leur vie à l'avenir. C'est leur décision. Je ne commenterai ni ne critiquerai ces personnes.

Il est évident, pour moi personnellement, qu'une partie importante de ces personnes finira par rentrer en Russie. Cette opération militaire affecte l'état psychologique de tout le monde, vous voyez. Les gens y pensent sans cesse. Je crois que c'est peut-être l'une des raisons, pour certaines personnes. Mais c'est tout.

Je crois que ce qui est plus important pour le pays, c'est, par exemple, la façon dont les programmeurs traitent les événements actuels. Ces entreprises sont internationales, et maintenant elles ont fini par être coupées de tout – systèmes de paiement, opérations bancaires, grands clients étrangers. Pour eux, les conséquences sont vraiment dures. Et je peux comprendre leurs motivations, pourquoi ils essaient de trouver un meilleur endroit sous le soleil. Le gouvernement a préparé un certain nombre de propositions à cette fin, et le président a déjà signé un décret. Espérons que nous parviendrons à atténuer les conséquences négatives pour les informaticiens et à les garder dans le pays. Espérons que la plupart d'entre eux resteront en Russie. Il s'agit d'un véritable problème. Et je suis vraiment désolé pour ces personnes, à titre personnel, car elles sont dans une situation désespérée. Et même si ce n'est pas nous qui avons introduit ces limitations, nous devons réfléchir à la manière d'améliorer la situation de ces personnes.

Les sanctions occidentales unissent les Russes, elles ne les divisent pas

Q : Et si nous parlons des entrepreneurs, des grands hommes d'affaires, ont-ils un soutien au milieu de l'offensive militaire ? Compte tenu du fait qu'à l'heure actuelle, un grand nombre de mesures sont prises à leur encontre. Leurs maisons, leurs véhicules, leurs yachts et tout le reste leur ont été retirés. Que pensez-vous de cela, compte tenu du fait que l'Occident avait l'habitude de dire que la propriété privée devait être respectée. Et, en général, est-il normal de bloquer les comptes et de peupler les maisons de réfugiés – cela serait désagréable pour tout le monde.

R : Si nous parlons des affaires, c'est aussi une partie de notre société, y compris les grandes entreprises – elles sont, comme on dit, coupables sans aucune culpabilité.

Posons-nous une question : en général, au moins quelqu'un de ces grandes entreprises est – dans une certaine mesure – capable d'influencer une petite fraction, un iota, sur la position des dirigeants du pays. Je peux vous le dire tout de suite : non, pas du tout. Parce que nous avons des tâches différentes.

Celui qui gère l'État se concentre avant tout sur les intérêts du pays tout entier, sur les intérêts du peuple de Russie. Celui qui gère sa propre entreprise (c'est une tâche très importante), ne fait que cela.

Par conséquent, les calculs selon lesquels, en limitant le business russe, ils influenceront d'une manière ou d'une autre les autorités, n'ont

absolument aucun sens, ils sont tout simplement stupides. Ils essaient également d'influencer les secteurs de l'économie qui sont derrière ces grandes entreprises. Et ce sont des centaines de milliers, des millions de nos concitoyens.

En fait, avec ces sanctions, le monde occidental essaie d'influencer les citoyens de notre pays, de leur faire du mal. Et, bien sûr, d'essayer de les inciter à se retourner contre le cours de la direction de l'État, contre le cours du Président, dans l'espoir qu'à la fin, il en résultera une sorte de trouble, des problèmes pour les autorités.

Mais il me semble que les personnes qui prennent ces décisions ne comprennent absolument pas notre mentalité, elles ne comprennent pas l'attitude du peuple russe au sens le plus large du terme. Ils ne comprennent pas les incitations qui font que lorsqu'une telle pression est exercée (et cette pression n'est pas exercée sur les grands entrepreneurs, pas sur les grandes entreprises, c'est une pression sur tout le monde), la société se consolide.

Même ceux qui ont été lésés d'une manière ou d'une autre, ou qui pensaient avoir reçu peu de soutien, ou que de mauvaises décisions avaient été prises, disent dans cette situation : « Eh bien, oui, oui, ils ont probablement fait une erreur dans quelque chose. Mais en général, dans cette situation, je vais défendre l'État ». Cela, il me semble, ils sont absolument incapables de le comprendre, tout comme ils n'ont pas été capables de le comprendre il y a 70 ans, et il y a 100 ans, et pendant les différents types de campagnes armées qui ont été menées, y compris contre notre pays. Ce genre de restrictions et de privations ne font qu'unir les gens, les consolider, mais ne les divisent pas. Et c'est là leur principale erreur de calcul, c'est là le point faible de ces sanctions stupides.

La peine de mort n'a pas à revenir

Q : Rappelons que le Conseil de l'Europe a tenté d'imposer des restrictions à la Russie pendant de nombreuses années. Vous avez récemment déclaré qu'il n'y a plus grand-chose qui nous retient maintenant, notamment sur la question de la peine de mort. La Russie a renoncé à la peine capitale en adhérant à un certain nombre de conventions du Conseil de l'Europe. Comme il s'agit d'une question importante pour notre nation, voici ma question : quelle est la probabilité d'un retour à la peine de mort ? La Russie en a-t-elle besoin ?

R : Il s'agit d'une question très complexe. Elle dépend de la vision du monde en général. C'est un dilemme philosophique et moral. Il existe des opinions divergentes sur la peine de mort. Et c'est naturel, cela a toujours été le cas.

Il y a une chose dont je suis sûr. La Cour constitutionnelle russe a certainement été influencée dans certains de ses arrêts par la participation de ce pays aux conventions du Conseil de l'Europe. Ces conventions ne sont plus contraignantes pour nous.

Néanmoins, il existe des directives légales fournies par la Cour constitutionnelle sur cette question. Et il s'agit d'une décision totalement souveraine, qui n'est pas le résultat direct de notre adhésion au Conseil de l'Europe. Il existe cependant un lien implicite évident.

Aujourd'hui, il n'y a pas de restrictions à cet égard. Toutefois, il s'agit toujours d'une question très épineuse. Il y a non seulement un aspect juridique, mais aussi un aspect moral. Même les sources fondamentales et canoniques des religions fournissent des réponses opposées à cette question.

Le point de vue religieux sur cette question est l'un des arguments fondamentaux qui entourent le débat sur la peine de mort dans tout pays. L'Europe a abandonné la peine capitale à un moment donné. Nous aussi.

Contrairement aux États-Unis, à la Chine et à un certain nombre d'autres pays. Ils la conservent encore comme châtiment pour ceux qui ont commis des crimes particulièrement graves, en premier lieu le meurtre.

Encore une fois, aujourd'hui, les dispositions internationales ne sont plus contraignantes, mais il existe des dispositions juridiques nationales définies par la Cour constitutionnelle. Elles reflètent le taux de criminalité actuel.

Si celui-ci ne devient pas incontrôlable, je pense que cette position juridique pourrait rester la même.

Mais les postures juridiques ne sont pas éternelles non plus. Un changement dans notre société pourrait forcer une révision de la posture juridique. Les décisions de la Cour constitutionnelle ne sont pas d'écriture sacrée, elles peuvent changer.

Nous l'avons vu tout au long de l'histoire de la Russie. L'Union soviétique a aboli la peine de mort après la guerre. Mais cela n'a pas duré longtemps, et la peine de mort a été rétablie assez rapidement. Cela était dû à un pic de crimes violents, notamment de meurtres.

Je ne sais pas comment cela va se passer à l'avenir.

Les Russes se souviendront toujours de la haine de l'Occident

Q : M. Medvedev, pensez-vous beaucoup à la pression que les ressortissants russes doivent désormais subir à l'étranger ? Souvent, ils sont confrontés à un réel danger.

J'ai vu une vidéo en ligne montrant ce qui est arrivé à l'ambassade de Russie en Irlande – j'y ai vécu un peu quand j'étais enfant, mon père y était en poste – et elle était couverte de peinture à la bombe et un conducteur a écrasé sa voiture contre les grilles. C'est tout simplement inimaginable.

Quelque chose comme ça pourrait arriver à n'importe quel ressortissant russe à l'étranger. Pendant ce temps, l'ONU affirme qu'un cessez-le-feu en Ukraine ferait baisser le niveau de russophobie. Que pensez-vous de cette position et ce lien a-t-il un sens ?

R : Je n'appellerais pas cela la position de l'ONU. L'ONU est une organisation internationale composée de plus de 200 États-nations. Si nous parlons de ce que les fonctionnaires de l'ONU ont dit, eh bien, c'est peut-être le cas.

Permettez-moi de dire ouvertement que, récemment, les organes directeurs de l'ONU, ainsi que le secrétaire général Guterres, ont fait plusieurs déclarations que je qualifierais de douteuses du point de vue du droit international. L'ONU devrait être au-dessus des conflits au lieu de prendre parti. Bien sûr, les niveaux de russophobie atteignent aujourd'hui des sommets, comme nous l'avons déjà dit. Ils se manifestent sous la forme d'attaques contre le peuple russe et de pressions exercées sur nos missions diplomatiques.

Qu'y a-t-il à dire sur le sujet ? Si nous prenons les missions diplomatiques, la responsabilité incombe au pays où se trouve la mission diplomatique. C'est la tâche du pays hôte. Dès que le pays d'accueil devient indifférent au sort d'une ambassade, les liens diplomatiques sont généralement soit suspendus, soit rompus. L'incident de Dublin que vous avez mentionné relève donc entièrement de la responsabilité de l'Irlande. Il lui suffit de prendre les mesures appropriées pour y répondre.

Cela arrive aussi aux gens ordinaires – je le vois et je lis des articles à ce sujet, c'est clair dans le contenu des médias en ligne et sociaux où ils critiquent beaucoup la Russie. Je suppose que c'est lié à l'actualité. Certains sont sincèrement de cet avis, d'autres le font pour le battage médiatique ou parce que tout le monde le fait. C'est leur choix personnel. Tôt ou tard, la marée se calmera, c'est comme ça que ça marche. Mais les souvenirs resteront. Nous nous en souviendrons aussi, y compris les Russes qui se sont retrouvés coincés à l'étranger pendant leurs vacances ou un voyage d'affaires. Cela restera gravé dans la mémoire de chacun. Ils disent qu'ils ne veulent pas de Russes là-bas, et il est normal que nos concitoyens qui se trouvaient à l'étranger à ce moment-là s'en souviennent. Je doute qu'ils aient aujourd'hui une meilleure opinion des Européens qu'auparavant.

Et l'hospitalité, la tolérance et la neutralité dont vous parliez ? Tout cela s'est évaporé instantanément, ce qui signifie que cela n'a jamais existé. Cela signifie qu'il n'y avait pas de culture et pas de valeurs. Ce n'était qu'une façade, et maintenant toute la crasse est remontée à la surface, ce que nous voyons dans le comportement de chaque personne crachant des idées russophobes.

Nous nous en souviendrons aussi. Nous n'oublierons personne qui l'a fait, que ce soit à titre officiel ou dans le cadre d'interactions personnelles. De nos jours, tout est enregistré. Nous avons tous une empreinte numérique. C'est

une chose dont chacun devrait se souvenir lorsqu'il écrit des choses désagréables sur la Russie, nos politiques ou notre peuple. Ces propos resteront à jamais gravés dans la mémoire collective de notre peuple. Et je n'exagère pas

Le sport international se comporte de la « pire façon possible »

Q : Parlons d'autre chose. Vous avez mentionné les spécialistes de l'informatique qui ont été gravement touchés et qui recevront de l'aide, mais je veux vous interroger sur nos athlètes. Ce qui leur arrive est sans précédent : ils ne sont pas autorisés à concourir ou sont contraints de le faire sous un drapeau neutre, ils subissent des pressions pour signer des pétitions et faire des déclarations.

Nous savons tous que dans certains sports, la carrière d'un athlète est éphémère. La Russie ne va-t-elle pas se retrouver en marge des sports internationaux ? La compétition est très importante – il est crucial pour les athlètes de se mesurer à des adversaires talentueux. Il semble maintenant que le scandale du dopage n'était qu'un coup d'essai.

R : C'est exact. Elena, Ilya, vous avez également raison. Tout d'abord, permettez-moi de dire que, bien sûr, c'est difficile pour nos athlètes – tout comme pour nos informaticiens. Mais pour ces derniers, les défis ont commencé assez récemment, lorsque nos « amis » ont commencé à essayer de nous restreindre dans tous les domaines et à ériger un rideau de fer en matière de finances et de droit. Pour les athlètes, la situation est catastrophique depuis 2014.

Vous avez raison, nos athlètes s'entraînent dur, mais ils ne sont pas autorisés à concourir. S'ils le sont, ils doivent essentiellement concourir dans l'anonymat – pas de drapeau russe, pas d'hymne russe. Ils sont obligés de se distancier de leur pays, en disant qu'ils ne représentent qu'eux-mêmes. C'est cynique et amoral, et je ne parle même pas de la décision du CIO concernant notre équipe paralympique. C'est tout simplement incompréhensible. C'est monstrueux et honteux.

Notre principal objectif est donc de soutenir les parathlètes, de faire en sorte qu'ils se sentent impliqués dans la vie sociale au même titre que les autres. Mais on leur dit : « Non, votre gouvernement est horrible et donc nous ne nous soucions pas de vous. » Cela va à l'encontre de tout code moral. Je pense que le CIO s'est comporté de la pire façon possible dans cette affaire.

Oui, tout a commencé il y a huit ans avec le scandale du dopage. Nous avons admis que nous avions un problème de dopage dans notre pays, nous sommes en faute ici. Mais dire que la Russie, je veux dire les entraîneurs et les athlètes russes étaient les seuls à utiliser le dopage est scandaleux et cynique. D'autres pays l'ont fait aussi, mais c'est sur la Russie que tout le monde s'est acharné. L'objectif que nos « amis », principalement ceux du

monde anglo-saxon, se sont fixés était d'écarter la Russie des compétitions sportives internationales.

Pourquoi ? Là encore, il s'agissait d'attiser le ressentiment en Russie et d'inciter les gens à faire quelque chose. Nos athlètes souffrent donc depuis 2014. Nous continuerons à les soutenir de toutes les manières et à organiser autant de compétitions que possible sur le plan national. Nous chercherons à défendre leurs droits dans toutes les organisations, même si c'est un énorme défi de nos jours.

Ces décisions ont été prises par des personnes spécifiques au sein du CIO, de l'UE, des États-Unis et du Royaume-Uni, qui ne fait plus partie de l'UE. Il est clair que certaines personnes sont derrière ces décisions, et ceux qui sont privés de sport de compétition canaliseront leur amertume dans leur direction.

Les règles de Moscou sur l'utilisation des armes nucléaires

Q : Le président Poutine a souvent insisté sur le fait que la Russie n'agit que pour se défendre contre les actions hostiles de l'Occident. Et dans une récente interview, vous avez déclaré que notre pays avait suffisamment de « puissance » pour remettre nos ennemis à leur place. Ce qui implique que la Russie a envisagé une certaine forme de représailles en cas d'agression. Que vouliez-vous dire exactement par là, M. Medvedev ?

R : Nous savons tous deux exactement ce que je voulais dire. La Russie n'est pas un pays ordinaire – c'est un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Et, en passant, permettez-moi de dire que tous les plans mal conçus visant à nous écarter du Conseil de sécurité sont totalement infondés. Cela irait à l'encontre de la Charte des Nations unies et de l'ensemble du droit international, d'ailleurs. Nous parlons ici de caprices d'États individuels. C'est mon premier point.

Et mon deuxième point est que la Russie est une puissance nucléaire qui possède le plus grand stock d'armes nucléaires stratégiques de la planète. Naturellement, personne ne menace personne, mais vous avez mentionné les remarques faites par le président Poutine... Il y a quelques semaines, les forces de dissuasion nucléaire de notre pays ont été mises en état d'alerte. C'était un message simple pour que tout pays qui tente d'interférer avec la politique étrangère de la Russie sache à quoi s'attendre. Ils nous ont entendu et ont dit qu'ils ne tenteraient rien. J'espère que cela a contribué à refroidir certaines des têtes les plus chaudes en Pologne et dans d'autres satellites américains. Pourtant, il leur arrive d'avoir des idées ridicules comme la fermeture de l'espace aérien au-dessus de l'Ukraine. Heureusement, il y a des analystes calmes et raisonnables au Pentagone et ailleurs qui disent que c'est absolument hors de question car cela conduirait à une confrontation militaire directe avec la Russie.

Je pense que cela suffira, pour l'instant. Bien que nous disposions d'un

document spécial sur la dissuasion nucléaire qui énonce explicitement les circonstances dans lesquelles la Fédération de Russie a le droit d'utiliser des armes nucléaires. Il y a plusieurs de ces conditions, laissez-moi vous les rappeler.

La première est le lancement de missiles nucléaires balistiques pour attaquer le territoire russe. La deuxième est l'utilisation d'armes nucléaires ou d'autres armes de destruction massive par un adversaire contre le territoire russe ou ses alliés. La troisième concerne une attaque contre une infrastructure critique entraînant la paralysie de nos forces de dissuasion nucléaire. Et enfin, la quatrième concerne un acte d'agression commis contre la Fédération de Russie ou ses alliés – que ce soit avec des armes nucléaires ou conventionnelles – qui menace l'existence même de l'État.

Toutes ces conditions sont énumérées dans le document qui a été approuvé par le décret du Président. Cela témoigne de notre détermination à défendre l'indépendance et la souveraineté de la Russie. Que personne n'ait la moindre raison de douter que nous sommes capables de donner une réponse appropriée à toute attaque ou atteinte à notre pays, à son indépendance ou à ses politiques. Mais gardez à l'esprit que je dis tout cela parce que vous avez posé la question. Évidemment, notre position est que, aussi compliquée soit-elle, toute situation doit être abordée en utilisant des outils diplomatiques. Et dans le cas de l'Ukraine, les négociations restent le moyen d'action le plus constructif et le plus raisonnable. Nous sommes conscients que la diplomatie n'aboutit pas toujours au succès, mais cela reste la bonne voie à suivre.

Les États-Unis avaient « plus de cervelle » pendant la crise des missiles de Cuba

Q : Vous venez d'évoquer une chose qui terrifie tout le monde sur la planète : la perspective d'une guerre nucléaire. Une autre perspective effrayante est la confrontation militaire entre la Russie et l'OTAN. À bien des égards, ces deux scénarios se ressemblent – en fait, ils peuvent être une seule et même chose. Pensez-vous qu'il existe un risque qu'une telle guerre éclate ? Compareriez-vous la situation actuelle à la crise des missiles de Cuba, lorsque le monde semblait également sur le point de basculer ? À l'époque, nous appelions cette impasse la « guerre froide ». Comment qualifieriez-vous l'état actuel des relations entre la Russie et l'Occident collectif ?

R : Personne ne veut la guerre. Une guerre nucléaire est une menace pour l'existence même de la civilisation humaine. En ce sens, les analystes qui disent, peut-être avec un certain cynisme, que l'invention des armes nucléaires a permis d'éviter un très grand nombre de conflits au XXe et au XXIe siècle, ont raison. C'est vrai.

Il est donc évident qu'il y a toujours une menace. En tant qu'ancien commandant en chef, je suis bien conscient de son ampleur. Notre peuple sait que les armes nucléaires de l'OTAN visent des installations dans ce pays, et que nos ogives sont dirigées vers des cibles en Europe et aux États-Unis.

Mais c'est la vie. Nous devons toujours garder cela à l'esprit et agir de manière responsable. C'est aussi simple que cela.

Quant à la crise des missiles de Cuba, pour des raisons évidentes, je n'en ai pas de souvenirs personnels, je ne la connais que par les livres d'histoire. Mais j'ai eu la chance de parler à l'un des témoins, Fidel Castro.

Aujourd'hui, nous vivons dans une autre réalité, dans un monde différent. Il n'y a plus d'Union soviétique, plus de Pacte de Varsovie, beaucoup d'illusions ont disparu.

Beaucoup de choses ne sont plus en place, mais les leçons de la crise des missiles cubains ont été très bien comprises à l'époque. Elle a eu un effet dégrisant sur tout le monde, y compris sur les dirigeants des États-Unis, de l'OTAN, de l'Union soviétique et du Pacte de Varsovie.

Le monde vivait alors une guerre froide, mais la situation actuelle est, à mon avis, pire. À l'époque, nos adversaires n'ont pas essayé de porter la situation en Union soviétique à un point d'ébullition aussi agressif.

Certes, leurs actions pouvaient être déguisées, mais aucune sanction n'était imposée à des industries entières ou à l'agriculture, sans parler des sanctions personnelles.

Il n'est venu à l'idée de personne d'imposer des sanctions à Brejnev, Podgorny et Kosygin. Ils comprenaient, bien sûr, que cela n'avait aucun sens, tout comme aujourd'hui, mais au moins ils ont eu l'intelligence de ne pas le faire à l'époque.

Aujourd'hui, tout le monde est dans une position délicate. Ils ont imposé des sanctions, mais il est toujours nécessaire de communiquer, ne serait-ce que pour éviter toutes sortes de conséquences indésirables, y compris des conséquences aussi terribles que, par exemple, un conflit entre la Russie et l'OTAN. C'est comme si tout le monde était sous sanctions, tout le monde est sur une sorte de liste.

J'ai signé le fameux START III, ou traité Start, avec le président Obama. Ce traité a été prolongé par le président Poutine et le président Biden. Pourquoi rendre cela si embarrassant ? Les traités ont été signés, mais ils l'ont été par des personnes qui figurent sur la liste des sanctions. Si les dirigeants russes étaient irresponsables à cet égard, vous pourriez probablement dire : « Si c'est la façon dont vous nous traitez, alors c'est fini, au revoir. »

Il existe une doctrine juridique connue sous le nom de *clausula rebus sic stantibus*, qui signifie que les traités internationaux sont valables tant que les circonstances qui leur ont donné naissance existent. Ces circonstances ont disparu. Vous ne nous traitez plus comme des homologues. Les personnes qui ont signé le traité sont sur votre liste de sanctions. Il est peut-être temps de s'en retirer ? J'essaie simplement de faire remarquer que ces

sanctions n'ont aucun sens, elles sont absurdes.

Ce n'était pas le cas pendant la guerre froide. Et c'est une réalité aujourd'hui. La relation entre la Fédération de Russie et l'Occident, la civilisation anglo-saxonne dirigée par les États-Unis au sens large du terme, est probablement dans un état pire que dans les années 1960 et 1970. Il n'y a aucun doute là-dessus.

Remettre Yalta en état pour les discussions sur le nouvel ordre mondial

Q : Maintenant, à propos des pourparlers avec l'Ukraine... comment évaluez-vous les progrès ? Il semble que certains accords soient encore possibles. Comment ces accords seront-ils garantis ? L'Occident devra-t-il assumer une certaine responsabilité à cet égard ? Une fois l'opération spéciale terminée, compte tenu de tous les facteurs, aurons-nous besoin d'une nouvelle conférence de Yalta pour officialiser le nouvel ordre mondial, qui, comme vous le dites, a cessé d'être unipolaire.

R : C'est une tâche peu gratifiante que de commenter les négociations, et c'est une erreur. Les pourparlers ont besoin de silence. Et ce n'est pas sans raison que les parties négocient par vidéoconférence, presque quotidiennement, et non dans le format face à face qui demande plus de temps. C'est pourquoi je ne commenterai pas les pourparlers. Je ne veux pas créer de problèmes pour les négociateurs ni donner lieu à des espoirs excessifs ou à des réactions émotionnelles que de tels commentaires de ma part pourraient susciter.

L'objectif de ces pourparlers est clair : consolider les résultats que l'opération spéciale russe poursuit, notamment le statut de neutralité de l'Ukraine, sa démilitarisation et l'abrogation des lois dictées par l'idéologie nazie qui ont été introduites par le gouvernement ukrainien. Quoiqu'ils disent de ces lois, elles divisent effectivement le peuple par son identité nationale. Certains sont appelés personnes de bonne nationalité, d'autres sont pratiquement exclus. Et il y a aussi un certain nombre d'autres objectifs que la Russie cherche à atteindre.

L'Ukraine poursuit ses propres objectifs, bien sûr, et espère les atteindre au cours des pourparlers. Il s'agit principalement de conserver sa souveraineté et d'assurer le développement du pays.

Quant aux garanties que les termes négociés seront mis en œuvre, elles sont de deux types. Tout d'abord, il y a les garanties fournies par les signataires des accords. À long terme, ceux qui signent les documents ont l'autorité et la responsabilité de veiller à leur mise en œuvre. Et deuxièmement, il y a les garanties liées à divers mécanismes internationaux. Je ne vais pas surestimer leur importance ici, bien sûr, parce qu'il y a beaucoup d'accords qui ont été signés mais qui n'ont pas été mis en œuvre. Mais, dans tous les cas, cela vaut mieux que l'incertitude juridique ou les tentatives répétées de l'Ukraine de se frayer un chemin dans l'OTAN afin de

créer une menace directe aux frontières de la Russie. À cet égard, un accord et les garanties juridiques qu'il offre sont bien meilleurs que l'absence d'accord. Et c'est ainsi que l'on peut résoudre le conflit.

Vous avez mentionné Yalta. Je peux seulement dire que nous serons heureux d'accueillir des délégations étrangères dans la ville russe de Yalta pour des pourparlers. Le palais qui a été utilisé dans le passé à cette fin n'est pas dans un état idéal, mais il peut encore être utilisé pour accueillir des invités.

Une attaque contre leurs propres valeurs économiques

Q : M. Medvedev, il n'est pas nécessaire d'être Fidel Castro pour...

R : Fidel Castro ne peut pas être remplacé, il était unique.

Q : ...pour parler des événements de 1998. Permettez-moi de vous faire part de mes observations. Même les gens qui sont nés après 1998 continuent à me poser la question en tant que journaliste – ils semblent penser que je suis compétent pour répondre à cette question...

R : Mais vous êtes compétent. Les journalistes savent tout. Ils en savent plus que les politiciens.

Q : Merci. Ils n'arrêtent pas de me demander si nous allons revenir en 1998. Et ils mentionnent le défaut de paiement. Nous avons évité le scénario du défaut de paiement pour l'instant, car nous avons été autorisés à effectuer des paiements sur notre dette souveraine. Mais quand même ?

R : Vous souvenez-vous de 1998, personnellement ?

Q : Je me souviens que le rouble s'est déprécié quatre fois par rapport au dollar américain.

R : Je vois. Oui, c'est un souvenir qui ne s'oublie pas facilement.

On ne peut pas se jeter deux fois dans la même rivière. En 1998, je n'étais pas lié à la gouvernance de l'État et je voyais tout à travers le prisme d'un citoyen ordinaire, d'un homme d'affaires, si vous voulez. Mais l'État et la société russes étaient beaucoup moins protégés à l'époque.

Mais je me souviens très bien des années 2008 et 2009, lorsque j'ai dû personnellement faire face à la crise financière. Je me souviens aussi très bien de 2014 et de toutes les années qui ont suivi, lorsque j'ai dû faire face aux problèmes en tant que président du gouvernement russe.

Chaque crise est unique, à sa manière. En 2008, nous avons créé le G20. Ils veulent maintenant retirer la Russie du G20. Mais je me souviens comment il est né sous mes yeux. La décision de créer le G20 était collective. Le

président Bush a d'abord participé, puis Barack Obama. Tout le monde était ravi que des représentants de tant de pays différents soient assis à la même table – la Russie, les États-Unis, la Chine, l'Inde. Le G20 est un format qui est né d'un consensus, basé sur l'unanimité. Et maintenant, ils suggèrent de nous retirer du G20. Non, les gars, vous ne pouvez pas faire ça !

Vous nous avez demandé de rejoindre le G7, d'être le huitième État membre. C'est vrai. Mais c'est différent. Le G7 est votre club privé et si vous ne voulez pas que nous en fassions partie, nous partons. Et c'est ce que nous avons fait, nous avons été « expulsés ». Mais ce club n'est plus important. Le G20 est une autre histoire. C'est le G20 qui nous a aidés à sortir de la crise financière de 2008.

Pourquoi est-ce que je parle de cela maintenant ? Parce que la situation dans laquelle nous nous trouvons est différente. À l'époque, nous essayions tous de surmonter la crise financière mondiale, causée par la bulle financière aux États-Unis d'Amérique. Notre objectif commun était de nous y opposer. Et nous avons atteint cet objectif, d'ailleurs. Avec plus ou moins de succès, mais nous avons sorti l'économie russe et mondiale de cette crise dans un laps de temps relativement court. Ce qui se passe maintenant, cependant, c'est une guerre économique que l'Occident a déclarée à la Russie – pour citer un ministre français. Ils ont déclaré une guerre économique contre la Russie. Et ils essaient de mener cette guerre sans règles.

Pourquoi ? Vous avez demandé, mais je n'ai pas eu l'occasion de répondre. Qu'est-ce qui est écrit sur les bannières de toute société capitaliste, de toute économie de marché ? Le respect absolu des droits de propriété privée ! C'est sacré ! Le monde peut périr, mais la justice prévaudra. Tout peut périr, mais la propriété privée subsistera.

Et que font-ils ? Ils bloquent les actifs de nos institutions financières, même la Banque Centrale. Ils parlent même de confisquer ces actifs, c'est-à-dire de les nationaliser. Écoutez, c'est une vraie guerre sans règles. Quelles seront les conséquences de cette guerre ? La destruction de l'ensemble de l'ordre économique mondial. C'est une attaque contre les valeurs économiques de notre planète – ironiquement, ces valeurs ont d'abord été formées en Europe et aux États-Unis d'Amérique, dans notre pays, et plus tard, à la fin du 18e siècle et au début du 19e siècle, dans les pays asiatiques également. Aujourd'hui, nous voyons comment les principes fondateurs de l'économie de marché sont rejetés. Que pouvons-nous dire alors ? S'ils n'apprécient pas ces principes, qu'ils fassent ce qu'ils ont l'intention de faire, mais, naturellement, cela obligera la Russie à répondre par des mesures symétriques.

Mais, d'un autre côté, ce nouveau défi et notre réaction qui doit suivre pourraient être très efficaces. Je l'ai déjà dit à plusieurs reprises, et c'est vrai – si des sanctions n'avaient pas été imposées à la Russie en 2014, la situation de notre agriculture aurait été pire à l'heure actuelle. Tout le monde le comprend bien. Nous avons arrêté leurs importations, et maintenant notre sécurité alimentaire est à un niveau très élevé.

J'espère que même dans cette situation, nos collègues du gouvernement seront en mesure de trouver des solutions adéquates qui favoriseraient le développement de notre industrie, notamment l'ingénierie aéronautique, l'industrie automobile et les secteurs clés comme la microélectronique et l'informatique. Nous devons de toute façon faire face à ces problèmes. Oui, ce sera plus difficile maintenant, mais d'un autre côté, nous ne pouvons compter sur personne d'autre. Cette fois, nous devons tout faire nous-mêmes.

L'échange de roubles contre du pétrole était une décision « assez évidente »

Q : Passons à une question très importante. Ironiquement, l'Occident dit qu'il nous coupera tout, mais il ne peut pas se couper de notre gaz et de notre pétrole, tout simplement parce que cela se retournerait contre lui, il se bloquerait. Ils vont maintenant essayer d'utiliser moins d'énergie et faire de nouvelles propositions. Néanmoins, ils se sont jusqu'à présent abstenus de prendre des sanctions contre notre pétrole et notre gaz.

Mais à l'avenir, ils disent qu'ils aimeraient ne plus utiliser le gaz et le pétrole de la Russie. Est-ce réaliste ? Devons-nous rester assis et attendre que cela se produise, ou plutôt agir ? Le président russe a annoncé le passage au rouble russe comme monnaie de règlement. Comment cela va-t-il se passer ? À quoi cela ressemblera-t-il en pratique ?

R : Eh bien, laissez-les l'acheter aussi longtemps qu'ils le veulent. Personne ne veut perdre de l'argent, n'est-ce pas ? Tout cela n'est que bravade et bombement de torse.

Eh bien, cela pourrait fonctionner pour les États-Unis, car ils disposent d'un éventail de fournisseurs, ils sont isolés de l'Europe, ils ne sont pas si dépendants de nos livraisons.

Les USA ont interdit notre pétrole, bien que cela n'ait pas si bien marché. Les Américains ne cesseront de rappeler au président Biden le prix du gallon. L'Ukraine est très loin et le prix de l'essence, quelque part dans le Midwest, atteint un niveau record en ce moment. L'inflation est de 10 %. C'est un chiffre hallucinant pour les États-Unis.

Cette décision va donc hanter l'administration américaine. Ses consommateurs diront un grand merci pour ce que leur gouvernement fait à leur économie nationale comme effet secondaire des tentatives d'influencer les Russes.

Globalement, je suis philosophe à ce sujet. C'est notre richesse naturelle, c'est notre gaz et notre pétrole. Nous devons en faire le commerce avec les Européens, avec l'Asie. En général, il y a eu un changement énergétique mondial tous les 50-70 ans. Je ne sais pas quelle sera la principale source d'énergie en 2050 – l'hydrogène ou toute autre technologie. Je ne le sais tout simplement pas. Nous devons donc nous préparer à cela également.

Mais pour l'instant, il s'agit d'une part importante de nos revenus, et nous devons en obtenir la pleine compensation. Il est certain que nous nous intéressons aux marchés asiatiques dans le contexte actuel et que nous cherchons des moyens de diversifier nos approvisionnements.

Nos amis européens semblent très pressés de renoncer aux approvisionnements en pétrole et en gaz de la Russie. Mais en réalité, c'est une tâche très difficile. 40 % de leurs approvisionnements en gaz proviennent de Russie. Le pétrole russe représente environ un tiers de leurs importations.

Mais dans tous les cas, c'est à eux de décider. S'ils veulent s'en débarrasser, ils le feront. La seule question est de savoir quand. C'est une question à laquelle nous devons également répondre.

Quant à la décision du président Poutine de passer aux règlements en roubles, je pense que c'est une décision assez évidente. Ils ont fermé les comptes correspondants de nos banques commerciales, rendu les règlements en dollars et en euros impossibles et déconnecté de SWIFT les banques figurant sur la liste des sanctions, du moins certaines d'entre elles. Que pensaient-ils que nous allions faire ?

La seule monnaie légale dans la Fédération de Russie est le rouble. C'est donc une proposition simple : puisqu'il n'y a pas d'autre moyen, vous devez payer en roubles. Qu'ils trouvent donc un moyen de payer.

Quoi qu'il en soit, les consultations sont en cours. Nous verrons comment cela se passe. Mais c'était une décision très intuitive.

Q : Qu'en est-il de Nord Stream ? Les Américains se précipitent pour l'enterrer...

R : Ils se précipitent.

Q : Ils l'appellent « un morceau de métal », en utilisant des mots bizarres pour le décrire. Pensez-vous que ce projet a encore un certain potentiel ? Et si nous parlons de l'infrastructure, combien de temps restera-t-elle en forme sans être utilisée ou entretenue, sans pomper de l'essence ?

R : Je ne suis pas un expert en la matière, je ne peux pas évaluer la durabilité de l'infrastructure de Nord Stream. Je suis sûr qu'elle est durable, mais je ne connais pas le degré – nous ne parlons pas de mois, évidemment. En ce qui concerne les projets économiques à grande échelle, j'ai tendance à être optimiste – malgré les circonstances actuelles et le contexte émotionnel dans lequel nous évoluons, lorsque les passions s'exacerbent.

Le fait est qu'il y a certaines lois qui ne peuvent être ignorées, même si nos amis essaient de les violer en ce moment. Il y a eu des investissements financiers importants, c'est un projet très important et bénéfique, profitable pour tous les partenaires. Les conflits vont et viennent, mais l'économie et l'argent restent.

Je pense que le projet Nord Stream 2 a un bon avenir. Il se concrétisera si nos partenaires décident d'utiliser leur tête à un moment donné et se souviennent qu'ils ont des contribuables et des électeurs à qui ils doivent rendre des comptes, qu'il y a certaines obligations sociales qu'ils doivent remplir. Leur responsabilité ne consiste pas simplement à faire du mal à la Russie, mais à résoudre les principaux problèmes de leur économie. Ils doivent penser à aider leur propre population, en veillant à ce que les factures de services publics de leurs contribuables ne crèvent pas le plafond.

Et je dois dire ceci. Que s'est-il passé juste après qu'ils aient pris leur décision concernant Nord Stream 2 ? Ce que nous avions prédit. Les factures de services publics ont atteint des niveaux sans précédent. Jusqu'à deux mille euros dans certains cas.

Permettez-moi de vous rappeler qu'il y a quelques années encore, nous parlions de gaz de pipeline, et non du marché au comptant. Cependant, tout ce qui dépassait 400-500 dollars ou euros semblait être un prix scandaleux. Et maintenant, nous voyons ces chiffres. Est-ce une bonne situation ? Bien sûr que non. C'est pourquoi j'ai tendance à faire preuve d'un optimisme prudent lorsque nous parlons de ce sujet.

Le capitalisme signifie qu'ils reviendront

Q : Pensez-vous que nous verrons un jour les entreprises occidentales revenir en Russie, je veux dire les entreprises qui se retirent ou suspendent leurs activités en Russie actuellement ?

R : Bien sûr que oui. Il s'agit seulement de savoir quand elles reviendront et ce que cela leur coûtera en termes de pertes. Vous voyez, la Russie est un marché assez important, certains disent un marché de premier ordre. Donc s'ils sont prêts à perdre une partie de leurs revenus, c'est leur choix. Nous pouvons nous passer d'eux, mais le fait est qu'ils ne veulent pas la perdre, ils continuent à nous dire qu'ils attendent et espèrent une résolution pacifique du conflit en Ukraine. Et ils ne cessent de nous demander de ne pas prendre le contrôle, de ne pas nommer une direction externe ou de ne pas nationaliser leurs opérations parce qu'ils veulent revenir.

Je pense que l'un des secrétaires de presse, soit des États-Unis, soit d'un autre pays, a déclaré que l'administration n'avait rien à voir avec cette décision prise par les grandes entreprises – que c'était uniquement leur propre décision, leur position civique, qu'ils ont mis la tête dans ce nœud coulant de leur propre volonté. Ils voulaient renoncer à ce marché – je dis qu'ils doivent lire Karl Marx. Marx explique très bien que le capital ne renoncera jamais à une chance d'augmenter le profit. Cela signifie qu'à moins qu'elles ne subissent une pression énorme de la part de leurs propres gouvernements, je veux dire les gouvernements de l'Ouest, aucune de ces entreprises ne songerait même à abandonner la Russie comme marché. Il s'agit d'une décision politique. Et les décisions politiques ont une date d'expiration. L'économie, en revanche, est perpétuelle.

Les États-Unis sont le véritable « État voyou »

Q : Les sanctions ont donc été appliquées pour faire pression sur tous les secteurs de notre économie. On a l'impression qu'aujourd'hui, contrairement à la situation où l'Union soviétique a mis en place le rideau de fer pour se couper de l'Occident de sa propre volonté, la Russie est obligée de mettre ce rideau en place et de devenir une sorte de nouvelle Corée du Nord. C'est comme si les gens ne le voulaient pas, personne ne le veut, mais la grande machine puissante fonctionne déjà, et quelqu'un appuie sur les boutons. Je dis que c'est comme la Corée du Nord parce que la Corée du Nord a été enterrée sous les sanctions ; ou c'est comme Cuba où les gens conduisent encore des voitures fabriquées dans les années 1960. Alors peut-être que quelqu'un veut que les Russes commencent à fouiller dans la ferraille et à réparer les vieilles voitures ZAZ « Zaporozhets » pour les conduire...

R : Quel dommage que j'aie vendu la mienne. J'avais l'habitude de posséder une voiture Zhiguli des années 80. Je suppose que je pourrais l'utiliser maintenant.

Q : C'était probablement l'idée. Selon vous, dans le pire des cas, ce genre de choses pourrait-il se produire en Russie ?

R : Je pense que tout le monde comprend que ce n'est pas possible. Même si, au cours de cette interview, j'ai mis en doute les capacités intellectuelles des personnes qui élaborent toutes ces sanctions contre la Russie, je dois dire qu'il y a différentes personnes là-bas, et que certaines réalisent très bien ce qui se passe.

Vous voyez, tous comprennent que, avec tout le respect que nous devons à nos amis de Cuba et de la République populaire démocratique de Corée, la Russie n'est ni Cuba ni la Corée du Nord. La Russie est la Russie, le plus grand pays du monde, un membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, une économie énorme et une puissance nucléaire. C'est pourquoi toutes ces idées selon lesquelles la Russie peut être freinée comme Cuba ou la Corée du Nord l'ont été par le passé et qu'elle pourrait simplement rester ainsi n'ont pas de fondement. C'est impossible. C'est tout simplement impossible. Même si certains dans les cercles politiques et les élites de l'Occident le souhaitent.

Oui, il y a évidemment des défis à relever et nous devons les surmonter. Malheureusement, ils existent tant au niveau gouvernemental que dans la vie quotidienne. Néanmoins, ce n'est pas nouveau pour nous, et ce n'est pas catastrophique. Ce n'est rien en comparaison des épreuves que notre pays a dû traverser au XXe siècle. Je vais vous dire, ce n'est même pas comparable aux problèmes que nous avons rencontrés lors de la pandémie de coronavirus.

À l'époque, nous nous sentions vraiment mal à l'aise de temps en temps, car nous n'avions aucune idée de la façon dont ce virus allait se comporter, quelle que soit son origine. Pourrait-il tuer la majeure partie de l'humanité, comme dans certains livres de science-fiction ? À l'époque, les

choses étaient donc beaucoup plus tendues, je dirais. La tragédie, bien sûr, c'est que le virus a causé tant de morts.

Mais c'est une autre histoire, et il ne faut pas se faire d'illusions. Ils essaient de nous faire entrer dans la catégorie des « nations voyous » ou des « pays voyous ». Quant à l'étymologie, je pense que c'est Reagan qui a inventé ce terme. La traduction russe de ce terme est « paria », mais « voyou » est en fait plus proche de « hors-la-loi »

En fait, ce sont les États-Unis qui sont la nation voyou ici. Ce n'est pas parce que nous n'aimons pas les Américains. C'est parce que les États-Unis lancent constamment des guerres de conquête dans le monde entier. Ils sont le paria et le hors-la-loi

Source: <https://www.rt.com/russia/552745-medvedev-west-relations-rt-interview/>

(Traduction: Arrêt sur info)